

LIVRE BLANC

RSE & ESG : Identifiez les clés d'une mise en place réussie de votre stratégie Data RSE

Smart insights to shape your future

Introduction

La Responsabilité Sociétale d'Entreprise tient une place de plus en plus importante dans la vie des organisations, notamment européennes. Avec l'Accord de Paris adopté fin 2015 par la COP21 imposant l'obligation de neutralité en carbone d'ici à 2030, et la crise climatique toujours plus palpable, le développement durable est plus que jamais sur le devant de la scène. Les lois et les réglementations fleurissent et les enjeux de réputation sont eux aussi de la partie. En outre, l'engagement sociétal et environnemental des sociétés représente un avantage concurrentiel lors des opérations de recrutement de talents. Il est tout aussi important pour une entreprise d'être compétitive que d'avoir un statut social de qualité. Mais la RSE n'est pas seulement une tendance forte, elle est le symbole de bouleversements profonds au sein de la société, qui dépassent le cadre des affaires. Les citoyens sont de plus en plus préoccupés par le bien-être de notre planète et du vivant : humains, animaux, végétaux. C'est pourquoi les entreprises ont un devoir de responsabilité dans ce domaine, mais aussi tout à y gagner. Elles doivent engager leur propre responsabilité et tenir compte de celle de tous leurs partenaires, fournisseurs et clients.

Cependant, lorsque vous commencez à développer une stratégie de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, vous êtes régulièrement confrontés à de nombreux défis. Comment établir des critères de référence ? Où trouver les données concernant les autres organisations ? Comment motiver vos fournisseurs à s'engager eux aussi dans une démarche RSE ? Face à toutes ces questions, les entreprises sont souvent démunies, d'autant que la RSE n'est régie, pour le moment, par aucune obligation légale. Mais l'adoption précoce d'une stratégie RSE offre de nombreuses opportunités dont vous devez avoir conscience.

Dans ce livre blanc, nous allons examiner ce que la RSE implique, au sens large mais aussi plus précisément dans l'écosystème des entreprises. Pour comprendre pourquoi la RSE est devenue en quelques années un enjeu de société, nous passerons brièvement en revue l'histoire et les événements les plus importants qui ont accéléré le développement des directives qui s'y rapportent.

Puis, nous en aborderons les implications pratiques. Les lois, règlements et normes seront mis en évidence, ainsi que les dispositions futures. Pour aider au développement d'une stratégie RSE, nous évoquerons les défis les plus courants qui l'entourent, de même que des solutions pour vous aider dans votre démarche.

Enfin, nous présenterons des situations et les solutions possibles et recommandées, en fonction de vos défis et du secteur dans lequel vous intervenez.





Sommaire

Introduction	2
---------------------	----------

Les fondements de la RSE	6
Quelques données sur la RSE	6
Les 7 principes de la RSE	8
RSE et ESG : deux notions distinctes mais liées	9

L'histoire de la RSE	10
Quelques exemples de catastrophes ayant motivé la RSE	12

Les implications pratiques de la RSE	14
Textes RSE européens	14
Textes RSE français	16

Les défis de la RSE	19
La gestion des données RSE	20
Des risques accrus	20
Investir dans la RSE : avantages transformationnels	21
17 objectifs pour sauver le monde	22

La mise en œuvre de votre stratégie RSE	25
Reporting RSE	25
Conseils pour la mise en place d'indicateurs RSE	27
L'engagement réciproque, levier de la transformation responsable	29
Altarea-D&B vous aide dans vos processus RSE	30
Nos partenaires vous accompagnent dans votre politique RSE	34

Conclusion	37
-------------------	-----------

Les fondements de la RSE

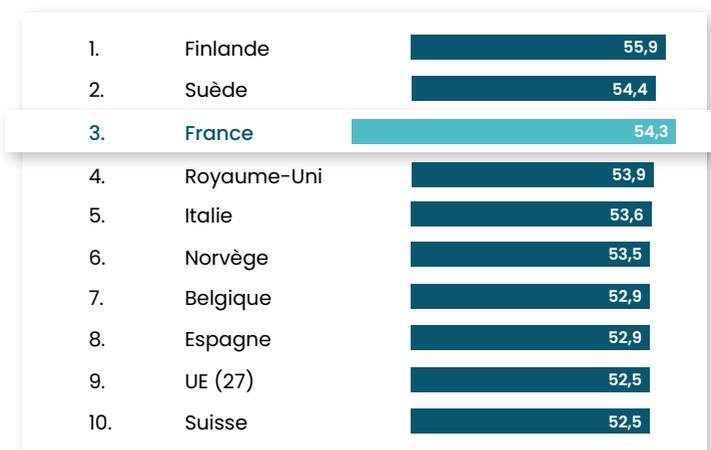
La Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est une démarche consistant à prendre en compte différents enjeux sociaux et environnementaux dans les relations d'affaires et les activités internes et externes des entreprises.

Les entreprises engagées dans cette démarche tendent à adopter des comportements éthiques, respectueux des droits humains, qui soutiennent le développement durable. Cela peut impliquer de nombreuses bonnes pratiques : mesurer et limiter son impact environnemental, garantir de bonnes conditions de travail, favoriser la diversité, proposer des produits et services plus écologiques, favoriser l'emploi local, lutter contre les pratiques de blanchiment d'argent et de corruption, et sélectionner des fournisseurs respectant des principes éthiques.

Quelques données sur la RSE

Les entreprises françaises figurent depuis 2019 au troisième rang des moyennes de score RSE des pays européens. En 2020, avec un score de 54,3/100, la France se situe derrière la Finlande (55,9) et la Suède (54,4). De 2015 à 2020, la France a connu une des meilleures progressions dans l'Union Européenne, avec un taux de progression de 20%. Par ailleurs, l'Europe de l'Ouest demeure la région en pointe en matière de performances RSE.

Score global RSE : moyennes pays 2020



Dans le détail, seulement 39% des entreprises françaises évaluent leurs fournisseurs sur le plan de la RSE. Le frein principal au développement de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise est le manque de standardisation en termes de données. 70% de l'impact des entreprises en matière de RSE émanent des activités de leurs tiers fournisseurs, il est donc important d'y porter une grande attention.

Source : 4ème édition de l'étude EcoVadis / Médiateur des entreprises / HEC Barometer

Dès 2023, la réglementation CSRD ([Corporate Sustainability Reporting Directive, 2021](#)) impose la publication de données RSE à un certain nombre d'entités légales. Y sont assujetties :

- les entreprises de plus de 250 employés affichant un bilan supérieur à 20 millions d'euros ou un chiffre d'affaires net de 40 millions d'euros ou plus ;
- les entreprises cotées en bourse (à l'exception des micro-entreprises cotées).

Les Etats membres de l'UE ont l'obligation de mettre en application la CSRD sur leur territoire en 2023. Ils peuvent choisir de l'appliquer telle quelle ou d'y ajouter d'autres critères. La transposition française de la CSRD remplacera l'actuelle DPEF (Déclaration de Performance Extra-Financière) à compter du 1^{er} décembre 2022.

Les 7 principes de la RSE

On peut mettre en évidence 7 principes inhérents à la RSE :

1

la gouvernance de l'organisation :

intégration de la RSE dans une stratégie globale

2

les droits de l'homme :

prévention des risques, des discriminations, droits civils, politiques, économiques...

3

les relations et conditions de travail :

relations employeur / employé, protection sociale, santé, sécurité...

4

l'environnement :

pollution, climat, protection de l'environnement, ressources durables...

5

la loyauté des pratiques :

anticorruption, concurrence loyale, droit de propriété...

6

les questions relatives aux consommateurs :

santé et sécurité, services après-vente, litiges, protection des données...

7

les communautés et le développement local :

éducation, culture, emploi, accès à la technologie, création de richesses...

Ces principes constituent une base solide sur laquelle toute entité, privée ou publique, peut s'appuyer pour développer ses valeurs.

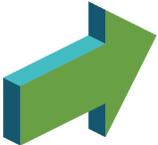
RSE et ESG : deux notions distinctes mais liées

RSE pour Responsabilité Sociétale des Entreprises Corporate Social Responsibility (CSR)

Intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans le fonctionnement de l'entreprise, dans ses produits et ses services. Incite l'entreprise à avoir un impact positif sur la société et l'environnement, tout en étant économiquement viable.

ESG pour Environnement Social Gouvernance Environmental, Social and Governance (ESG)

On analyse les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance pour définir la performance RSE d'une entreprise. Analyse extra-financière de l'entreprise : comment l'entreprise se comporte-t-elle avec l'environnement et ses parties prenantes (salariés, partenaires, sous-traitants et clients) ? La RSE se mesure sur la base de critères ESG.



L'histoire de la RSE

Si la RSE est de plus en plus présente dans les préoccupations des entreprises et avant tout dans celles de la société dans son entièreté, le concept lui-même n'est pas nouveau. L'idée de responsabilité sociétale des sociétés remonte aux années 1950, et a été théorisé par Archie B. Carroll avec sa "pyramide de la RSE" (*The Pyramid of Corporate Social Responsibility*).

Celle-ci recouvrait les 4 domaines de responsabilité énumérés ci-dessous :

- **Économique**

La base de la pyramide, et donc l'enjeu le plus fondamental d'une entreprise, représente son impératif de rentabilité.

- **Juridique**

La loi ne peut être ignorée et doit être respectée.

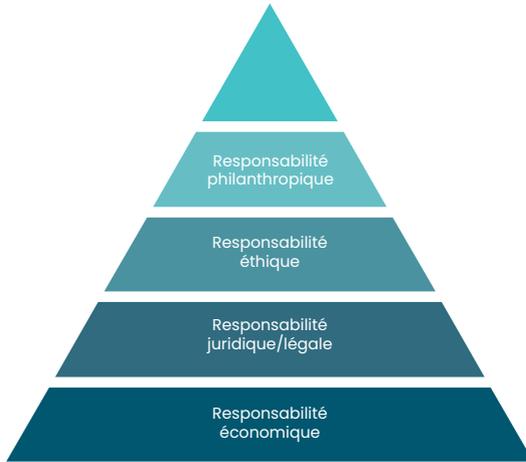
- **Éthique**

Une entreprise a l'obligation de faire ce qui est juste et équitable et doit éviter de nuire.

- **Philanthropique**

La pointe de la pyramide caractérise l'apport de ressources par l'entreprise à la communauté pour l'amélioration de sa qualité de vie.

Pyramide de la RSE



CARROLL A.B. 1991. "The pyramid of corporate social responsibility: toward the moral management of organizational stakeholders", Business Horizons, Vol 34, n°4, pp. 39-48.

Cependant, Carroll estimait que les obligations commerciales de l'entreprise primaient sur ses devoirs éthiques ou philanthropiques. Aujourd'hui, on discute du fait qu'être économiquement rentable n'est plus le fondement de certaines entreprises. L'attention portée à la RSE s'est déplacée, notamment après certaines catastrophes.

La mise en avant de la RSE s'est renforcée à la suite d'un certain nombre de drames survenus ces dernières années : travail forcé, rejet de déchets industriels dans les rivières, effondrement d'immeubles, accidents chimiques...

Quelques exemples de catastrophes ayant motivé la RSE

1976

Accident chimique de Seveso – Italie

Des produits toxiques s'échappent d'une usine chimique et contaminent les alentours, provoquant des hospitalisations d'enfants et la mort de milliers d'animaux d'élevage (absence de plan d'urgence).

1986

Accident nucléaire de Tchernobyl – Ukraine

Explosion provoquée par l'augmentation incontrôlée de la puissance d'un réacteur provoquant une très large contamination de l'environnement, immédiatement et à long terme, sur des centaines de kilomètres, 20 000 morts (réacteur instable, système d'arrêt d'urgence trop lent, prise en compte insuffisante du risque et des règles de sûreté).

1999

Naufrage de l'Erika – au large de la Bretagne, France

Le pétrolier loué et affrété par Total fait naufrage lors d'un transport de plusieurs dizaines de milliers de tonnes de fioul qui se déversent dans l'océan, tuant des centaines de milliers d'oiseaux mais aussi la faune et la flore aquatique, sur 400 km de côte (navire en mauvais état, non-prise en compte de la mauvaise météo).

2019

Incendie de l'usine de produits chimiques Lubrizol – Rouen, France

Le feu a pris pour des raisons encore inconnues, en un lieu inconnu, et a touché des entrepôts et la zone de stockage, formant une épaisse fumée noire sur plus de 20 km mais ne provoquant heureusement ni mort, ni blessé.

Les lois et réglementations se développent rapidement et deviennent plus strictes au fil des années. En commençant à mettre en place des actions de RSE dès à présent, vous éviterez des déconvenues ultérieures et vous diminuerez les risques de ternir la réputation de votre entreprise ou administration.



Les implications pratiques de la RSE

De nombreuses lois, réglementations et normes entourent la RSE. Toutes n'impliquent pas directement la RSE mais font partie d'une offensive plus large et ont une incidence sur votre stratégie RSE. Dès 2023, les grandes entreprises et les sociétés cotées en bourse ont l'obligation de publier une analyse extra-financière, sur la base de critères ESG. Elles doivent aussi mettre en place des mesures de vigilance en prévention d'un risque RSE (travail dissimulé, impacts négatifs sur l'environnement, la santé, la sécurité...).

Textes RSE européens

CSRD

La réglementation la plus connue est la directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD), précédemment connue sous le nom de Directive européenne sur le reporting extra-financier (NFRD). Cette directive s'applique aux entreprises qui remplissent au moins deux des trois critères suivants : plus de 250 employés, un chiffre d'affaires annuel supérieur à 40 millions d'euros et / ou un bilan de plus de 20 millions d'euros. Cette directive exige que les entreprises rendent compte de leurs performances non financières, telles que les émissions polluantes. Ce rapport doit ensuite faire l'objet d'un audit indépendant.



Pour un groupe restreint d'entreprises, un autre règlement s'applique : le règlement sur la divulgation des informations relatives au financement durable (SFDR - Sustainable Finance Disclosure Regulation). Ce règlement s'applique aux acteurs des marchés financiers, tels que les fonds de pension et les sociétés d'investissement, qui doivent déclarer publiquement où ils investissent leurs capitaux et dans quelle mesure leurs investissements sont durables. Lorsqu'ils proposent un produit durable, des règles supplémentaires s'appliquent.

En outre, à partir de 2023 des directives exigent la publication de données RSE pour les entreprises de plus de 250 employés.

Norme ISO 26000

[La norme ISO 26000](#), publiée en novembre 2010, établit les lignes directrices relatives à la RSE, et définit de quelle façon les organisations peuvent et doivent contribuer au développement durable, et assumer la responsabilité des conséquences de leurs décisions et activités. Si 99 pays ont participé à l'élaboration de cette norme, certains ne l'ont finalement pas votée (Etats-Unis, Inde, Luxembourg, Turquie et Cuba).

Cette responsabilité se traduit par des comportements éthiques contribuant au développement durable (conception de la croissance économique qui prend en compte les contraintes liées à l'environnement et à la société) dans le respect des lois et normes internationales, des attentes des parties prenantes, des Droits de l'homme, de la loyauté des pratiques et du respect des consommateurs.

Cette norme intègre des lignes directrices et non des exigences, elle n'est donc pas certifiable et repose sur le principe du volontariat.

Les réponses en termes de Responsabilité Sociétale dépendent du contexte de chaque organisation. C'est une norme de

comportement qui s'inscrit dans le champ de la rationalité substantive (ce qu'il est possible de faire compte tenu du contexte contraignant). Elle définit des principes sur lesquels une entreprise doit s'appuyer pour identifier ses principaux enjeux RSE en prenant en compte les exigences et attentes des parties prenantes.

Pacte Mondial

[Le Pacte Mondial des Nations Unies](#), initié par ces dernières en 2000, incite les entreprises à adopter une attitude socialement responsable, en accord avec les valeurs des Nations Unies, les Droits de l'homme, les normes internationales du travail, l'environnement, et à lutter contre la corruption. La signature du Pacte Mondial est basée sur le volontariat et engage les signataires à une progression annuelle sur ces 4 thèmes cités précédemment. Un rapport annuel (Communication sur le Progrès – COP) doit également être remis.

Textes RSE français

Loi relative aux nouvelles régulations économiques (NRE)

En France, la loi [NRE - Nouvelles Régulations Economiques](#) (15 mai 2001) exige que toutes les sociétés cotées en bourse fournissent un reporting social et environnemental, exposant les performances de développement durable de ces organisations.

Lois Grenelle

La loi NRE a été complétée par les lois Grenelle 1 & 2, qui élargissent le champ d'application et l'information à communiquer. [Grenelle 1](#) (3 août 2009) prévoit des « mécanismes incitatifs visant à encourager l'investissement socialement et écologiquement responsable ». [Grenelle 2](#) (12 juillet 2010) fixe l'obligation aux entreprises de plus de 500 salariés de présenter un bilan social et environnemental.

Loi relative au devoir de vigilance

[La loi sur le devoir de vigilance des entreprises](#) (27 mars 2017), dite loi Potier, prévoit notamment que les grandes entreprises évaluent les risques RSE pesant sur leur chaîne d'approvisionnement. Cela implique les risques environnementaux et sociaux (droits humains) liés à leurs activités propres mais aussi à celles de leurs filiales et de leurs partenaires (fournisseurs en première ligne).

Les sociétés assujetties sont les entités françaises d'au moins 5 000 salariés en France, et celles de plus de 10 000 salariés en France dont le siège social est situé dans un autre pays. Ces organisations ont l'obligation de publier un plan de vigilance prévenant les risques liés à l'environnement, la corruption et les droits humains.

Loi PACTE

[La loi PACTE \(Loi relative à la croissance et la transformation des entreprises](#) - 22 mai 2019) renforce la RSE avec l'obligation d'intégrer la considération des enjeux sociaux et environnementaux dans l'objet social de l'entité. Elle prévoit aussi la possibilité de se doter d'une raison d'être dans les statuts de l'entreprise.

Certaines organisations ont par ailleurs l'obligation de s'auto-évaluer (sociétés cotées, grandes entreprises respectant 2 de ces 3 critères : plus de 500 salariés, un bilan supérieur à 20M€, plus de 40M€ de CA), d'évaluer leurs partenaires (établissements soumis au code de la commande publique) et d'évaluer les produits financiers (sociétés d'investissement financier).

En outre, la RSE permet aux organisations de se prémunir du risque d'image, d'agir dans l'intérêt de leurs clients, de rentrer en relation avec des fournisseurs de qualité et éco responsables, et d'être attractives pour les investisseurs.



Les défis de la RSE

En 2021, Dun & Bradstreet a chargé Forrester Consulting d'évaluer l'état actuel des données RSE, et l'incidence de la maturité RSE d'une entreprise sur ses performances.

De nombreuses entreprises se demandent comment la RSE peut s'intégrer dans leurs stratégies commerciales. En dépit de nombreux défis posés par la mise en œuvre d'une politique RSE, elles sont conscientes de ses avantages notamment commerciaux.

72 %* des répondants pensent que la RSE augmente les bénéfices de leur portefeuille d'investissement,

75 %* pensent qu'elle RSE réduit les coûts,

79 %* que les informations liées à la RSE permettent d'identifier plus tôt de nouvelles opportunités de croissance.

Malgré les défis, les entreprises ont constaté les bénéfices transformationnels de leur stratégie RSE

Identifier plus tôt les opportunités de croissance

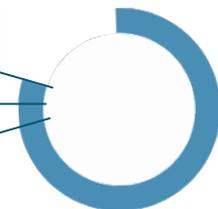
79%

Réduire les coûts

75%

Améliorer la performance du portefeuille d'investissements

72%



*Source : étude D&B and Forrester «Prioritizing ESG is Not Optional Anymore» 2021

La gestion des données RSE

Près de la moitié (46 %*) des personnes interrogées ont déclaré que la gestion des données liées à la RSE est un défi crucial.

L'étude Forrester révèle que les problèmes liés à l'ESG (Environnement, Social et Gouvernance) sont en grande partie la conséquence d'une technologie inadéquate pour gérer, analyser et communiquer les données RSE. 7 répondants sur 10* déclarent que leur entreprise s'appuie sur des technologies bureautiques génériques telles que les feuilles de calcul et les emails, inadaptés pour le traitement de données spécifiques. Des pratiques de collecte, de gestion et d'analyse de données immatures limitent considérablement la capacité d'une entreprise à tirer des enseignements, ce qui limite les progrès et la vitesse à laquelle la maturité RSE de ces organisations peut être atteinte.

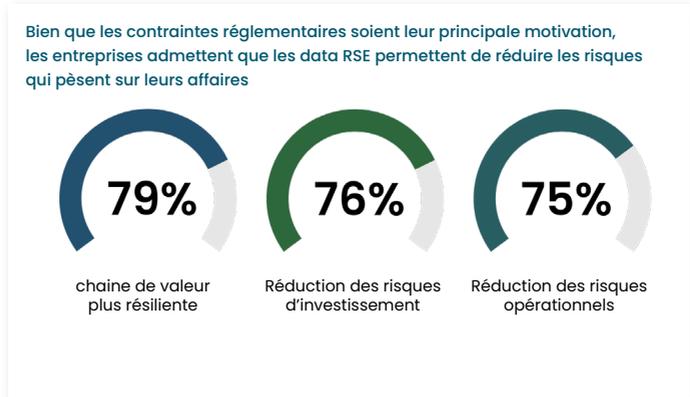
Ils ont également signalé un autre défi : alors que les entreprises sont désireuses de s'adapter à l'évolution du paysage RSE, elles ne disposent souvent pas des données pertinentes pour y parvenir.

Il est recommandé aux entreprises de faire appel à un prestataire de données RSE fiables et intégrables dans leurs systèmes d'information et d'investir dans une solution d'analyse automatisée de ces informations.

Des risques accrus pour ceux qui n'atteignent pas leurs objectifs RSE

Plus les entreprises rencontrent des difficultés pour atteindre leurs objectifs RSE, plus elles sont exposées au risque.

79 %* des interrogés indiquent que leur entreprise utilise les données RSE pour atténuer leurs risques, et les %* que les données RSE sont un outil important d'atténuation des risques d'investissement et opérationnels (liés à la RSE).



*Source : étude D&B and Forrester «Prioritizing ESG Is Not Optional Anymore» 2021

Investir dans la RSE : avantages transformationnels

De nombreuses entreprises restent figées sur d'anciennes méthodes ayant fait leurs preuves en termes de rentabilité, et il est difficile de les inciter à revoir leurs stratégies et processus pour y intégrer les enjeux de la RSE, dont elles n'ont pas encore perçu le potentiel en matière de profit et de gestion des risques.

Pourtant, 97 %* des entreprises interrogées ayant un niveau de maturité RSE élevé déclarent que leur stratégie RSE a conduit à une réduction significative de leurs coûts. En outre, 77 % des entreprises à maturité RSE élevée sont susceptibles de voir une croissance significative de l'acquisition de clients.

Le comportement des entreprises a évolué en matière de RSE, mais celui des consommateurs les a bien devancées.

Il ne fait aucun doute que les consommateurs avisés et qui s'intéressent davantage à la provenance de leurs aliments, à la fabrication des produits, à la destination de leur argent et à la façon dont les gens sont traités veulent soutenir les entreprises respectueuses de ces enjeux capitaux.

L'attention portée aux performances RSE des organisations conduit non seulement à une réduction des risques opérationnels et de réputation, mais également à des gains de productivité, au développement de produits et services innovants, à des opportunités d'affaires et à de nouveaux partenariats.

**Source : étude D&B and Forrester «Prioritizing ESG Is Not Optional Anymore» 2021*

17 objectifs pour sauver le monde

L'ONU a fixé les 17 objectifs suivants de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 pour toutes les entreprises.

1. Zéro pauvreté

2. Zéro faim

3. Bonne santé et bien-être

4. Éducation de qualité

5. Égalité des sexes

6. Eau propre et assainissement

7. Énergie propre et coût abordable

8. Travail décent et croissance économique

9. Industrie, innovation et infrastructure

10. Inégalités réduites

11. Villes et communautés durables

12. Consommation et production responsables

13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

14. Préservation de la vie aquatique

15. Préservation de la vie terrestre

16. Paix, justice et institutions efficaces

17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

Les objectifs de développement durable préconisent les actions à mettre en place pour un avenir meilleur et plus durable. Ces ODD doivent répondre aux défis mondiaux auxquels toutes les nations sont confrontées : pauvreté, environnement, climat, justice, paix, inégalités, faim... Tous ces objectifs sont intimement liés entre eux, ils ne doivent pas être considérés indépendamment si l'on veut parvenir à une réussite durable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





La mise en œuvre de votre stratégie RSE

Avant d'élaborer une stratégie, vous devez connaître votre point de départ. Ainsi, vous serez en mesure d'évaluer avec précision la situation de votre entreprise et les changements que vous devez apporter pour vous améliorer. Altares-D&B peut vous aider à établir le score de départ de votre entreprise, ainsi qu'à fournir un score pour chacun de vos clients et fournisseurs. De fait, les tierces parties avec lesquelles vous échangez et travaillez exercent une influence significative sur le score de votre propre entreprise.

Reporting RSE

Également appelé reporting extra-financier ou déclaration de performance extra-financière (DPEF), le reporting RSE est un document périodique officiel (généralement annuel) qu'une organisation publie dans le but de présenter les actions qu'elle a engagées en matière de RSE et les résultats qui en découlent. En France, ce reporting est obligatoire pour les entreprises cotées en bourse et déclarant un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions d'euros ou comptant plus de 500 salariés dans ses effectifs (loi Grenelle II).

Les 3 thématiques du reporting RSE



Sociale

Détails sur l'organisation du travail, les relations sociales, la santé, la sécurité, la formation des collaborateurs, la diversité et l'égalité des chances.



Sociétale

Impact territorial économique et social, relations avec les personnes ou organisations intéressées par l'activité de l'entreprise, sous-traitance et fournisseurs, loyauté des pratiques, Droits de l'homme.



Environnementale

Politique générale environnementale, pollution, gestion des déchets, utilisation durable des ressources, prise en compte du changement climatique, protection de la biodiversité.

Au-delà de leur auto-évaluation, les entreprises et organisations doivent aussi s'assurer de la conformité de leurs tiers notamment avec leurs politiques RSE. En effet, en cas de fraude, de corruption, de blanchiment d'argent ou de tout autre scandale mis au jour chez l'un de vos partenaires d'affaires (clients ou fournisseurs), la réputation de votre entreprise risque d'être entachée.

Conseils pour la mise en place d'indicateurs RSE sur vos fournisseurs

Disposer d'une base de données d'interlocuteurs RSE chez vos fournisseurs

Avant toute chose, vous devez pouvoir communiquer sur le sujet avec vos fournisseurs afin de collaborer en toute transparence. Identifiez dès l'entrée en relation quels interlocuteurs jouent un rôle dans les processus RSE. Bien entendu, la constitution de cette base de données doit respecter le Règlement Général de Protection des Données afin que vous puissiez l'exploiter sereinement. Cela facilitera vos prises de contact rapides avec les responsables RSE / ESG, qu'elles soient ponctuelles ou régulières.

Intégrer le score RSE à celui de la conformité

Afin de disposer d'une vue unique sur l'honorabilité de vos tiers, Altares-D&B vous recommande de choisir une solution d'évaluation qui associe score de conformité et score RSE, mais aussi d'intégrer directement ces scores au sein de vos solutions métier, et notamment les SRM (Supplier Relationship Management, logiciel de gestion des fournisseurs). Conformité et RSE sont intimement liées, mais le caractère non contraignant de la RSE peut amener à des résultats d'évaluation différents de ceux de la conformité. Le risque de conformité de votre tiers peut être très faible, mais le risque RSE plus élevé. De ce fait, il est recommandé de disposer des scores RSE intégrés à vos processus de conformité et d'évaluation de vos tiers afin de disposer d'une vue unique et complète sur leur honorabilité.

Envoyer un questionnaire ODD et calculer le score RSE

Mesurer l'engagement RSE de fournisseurs passe par plusieurs solutions. L'une d'elles est le questionnaire certifié Objectifs de Développement Durable. Celui-ci permet d'embrasser l'ensemble des questions vous permettant de mesurer l'engagement éthique et RSE de vos fournisseurs. Il est à ajuster en fonction de l'activité de vos fournisseurs : industrie, service ou distribution par exemple.

Ce questionnaire vous permet de calculer un score RSE en fonction des réponses collectées auprès de vos tiers. Il doit couvrir un large éventail de sujets permettant de comprendre la performance extra-financière de l'entreprise. Laquelle passe par les impacts sur l'environnement, le travail et les Droits de l'homme, l'éthique et les achats durables. Le score sera idéalement intégré à votre solution d'évaluation de la conformité de vos partenaires.

Faire adhérer vos collaborateurs

Pour garantir l'adhésion de vos collaborateurs mais aussi celle de vos partenaires à vos processus RSE, la transparence est de rigueur. La sensibilisation et la formation permettent d'impliquer toutes les personnes concernées. Vous pouvez également établir des objectifs, d'une part pour vos forces de vente concernant l'identification de clients engagés dans une stratégie RSE, et d'autre part pour vos acheteurs dans leurs démarches d'achats responsables.

Altares-D&B et ses partenaires vous proposent des solutions et des outils vous permettant de définir et de déployer votre stratégie RSE, nous vous les présenterons plus avant dans ce livre blanc.

L'engagement réciproque, levier de la transformation responsable

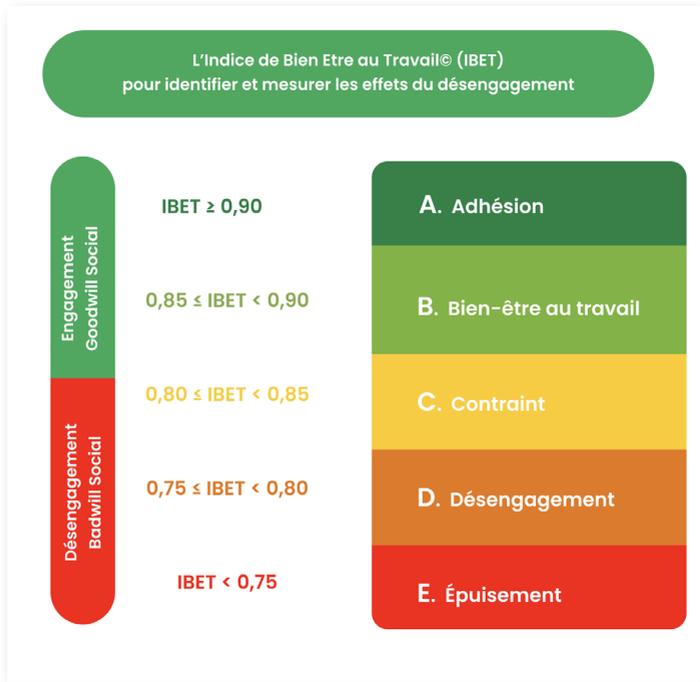
Les valeurs éthiques et l'engagement RSE représentent une vraie force pour les entreprises qui veulent attirer et fidéliser les talents. Plus que jamais, avec la pénurie de main d'œuvre qui touche les organisations de toute taille et de tout secteur, être une entreprise RSE est un atout et un attrait.

A ce titre, l'Indice de Bien-Être au Travail (IBET) est un modèle d'analyse quantitative d'impact de la performance sociale qui mesure à partir des données des ressources humaines l'évolution du niveau d'engagement / de désengagement des collaborateurs et de l'employeur dans le temps, sur différentes activités, métiers et mailles socio-organisationnelles. Développé par le Cabinet Mozart Consulting, il permet également à l'entreprise de positionner son IBET par rapport à celui de son secteur d'activité. Il s'articule avec un Référentiel de Vigilance Managériale.

Ses champs d'application sont les suivants :

- responsabilité sociale et sociétale de l'entreprise
- engagement et marque employeur
- transformations responsables
- performance expérience collaborateur
- prévention en santé, sécurité, employabilité, et qualité de vie au travail
- mobilisation managériale

Le Cabinet Mozart Consulting a par ailleurs mené une enquête mettant en évidence une forte corrélation entre IBET, engagement ODD et performance économique des entreprises.



Altares-D&B vous aide dans vos processus RSE

La RSE fait partie des valeurs et de la stratégie d'Altares-D&B. Nous agissons en faveur d'un développement durable et nous engageons à respecter le Pacte Mondial des Nations Unies. Ce pacte est une initiative du Secrétaire général des Nations Unies. Il propose aux entreprises d'aligner leurs actions et leurs stratégies autour de dix principes relatifs au respect des droits humains, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

L'identification des risques relatifs à la RSE est un travail délicat et difficile, notamment en raison des différences entre les pays : droits humains, droit du travail, droit des enfants, sécurité, environnement sont autant de sujets qui peuvent différer d'un Etat à un autre.

L'évaluation des risques se module en fonction de l'activité et du pays.

Altares-D&B a développé plusieurs solutions d'évaluation RSE des entreprises qui vous sont présentées ci-dessous.

Altares-D&B est membre du réseau Dun & Bradstreet (D&B), le leader mondial d'informations sur les entreprises et commercialise ses produits.

Le score D&B ESG intelligence

La solution D&B ESG Intelligence vous permet d'intégrer les données RSE dans vos solutions et processus internes. Elle fournit un classement RSE fiable basé sur l'une des bases de données d'entreprises les plus complètes au monde.

L'indicateur ESG de Dun & Bradstreet, disponible pour 30 millions d'entreprises dans le monde et plus de 3 millions en France, est intégré directement dans vos systèmes d'information.

Le score ESG D&B repose sur 13 critères d'analyse (pour aller plus loin que les 5 qui sont nécessaires à l'établissement du score RSE).

Les données RSE sont collectées à partir de diverses sources et validées par rapport aux données publiques, privées et propriétaires de D&B afin de développer un classement auquel vous pouvez vous référer en toute confiance.

indueD, la solution conformité orientée RSE

indueD, la solution de conformité d'Altares-D&B, vous aide à :

- identifier le périmètre de votre cartographie des risques ;
- identifier les référentiels pour l'analyse des risques : créer un standard basé sur les différentes réglementations en matière de Droits de l'homme, de droits du travail...
- évaluer les impacts potentiels des activités de vos partenaires sur la sécurité, l'environnement et les droits humains en fonction de l'activité de l'entreprise et de son pays d'intervention ;

- hiérarchiser les enjeux en vue de la gravité du risque ;
- mettre en place un code de conduite, des formations, un processus d'évaluation...

Les indicateurs sont modulables, vous permettant de disposer d'un rapport de conformité fiable et en accord avec les exigences de reporting réglementaires. La solution indueD intègre dans son interface des scores RSE.

Le « Rating EcoVadis » et le « IQ EcoVadis » sont intégrés nativement dans la solution indueD parce que les enjeux RSE sont essentiels dans vos analyses, recommandations et décisions de conformité. Désormais, indueD offre par défaut les 3 indicateurs clés d'évaluation d'une entreprise : la conformité, le risque financier et la RSE.

Le diagnostic RSE

Altaires-D&B propose gratuitement un diagnostic RSE / ESG de vos tiers vous permettant d'évaluer leur impact sociétal. Faire affaire avec des entreprises ou des organisations qui obtiennent de bons résultats sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance rejaillit positivement sur votre entreprise et vous assure de son développement durable. Notre diagnostic fournit un aperçu des risques RSE de vos tiers, classés par thème et comparés à la moyenne du secteur.

Le questionnaire pour mesurer le risque RSE / ESG

Le questionnaire ESG d'Altaires-D&B permet une évaluation RSE de vos partenaires d'affaires. A l'aide de ces questionnaires et des réponses fournies par vos partenaires :

- vous obtenez une évaluation sous 1 heure, une fois le questionnaire dûment rempli ;
- vous pilotez l'avancement de vos demandes depuis la plateforme ;

- vous profitez de tableaux de bord pour analyser les indicateurs de performance RSE ;
- l'évaluation est réalisée selon les normes internationales GRI et les 17 ODD.

Dans ce questionnaire, Altares-D&B a déterminé 13 critères relatifs à la gestion de l'eau, à la biodiversité, à l'engagement contre le risque climatique mais aussi à la relation au travail, à la sécurité et à la santé, à la formation, au comportement des managers, aux droits des actionnaires, etc.

La collecte d'informations en vue d'une évaluation RSE des entreprises et la mise à disposition de ces scores dans nos offres illustrent l'importance que nous accordons aux informations extra-financières des entreprises.

Nos partenaires vous accompagnent dans votre politique RSE

Structurer et évaluer sa démarche RSE avec l'AFNOR

La politique RSE du groupe AFNOR (Association Française de NORMALISATION) s'appuie sur 4 piliers : Éthique, Bien-être des collaborateurs, Environnement et Développement des territoires. Premier organisme certificateur en France, l'Afnor décerne des labels à des entreprises évaluées dans le domaine de la RSE depuis 2012 et publie aussi des Guides d'évaluation et de bonnes pratiques. L'évaluation des pratiques de Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises est un critère qui doit entrer en considération dans vos choix de clients, mais plus encore de fournisseurs, car leurs pratiques affectent votre entreprise tant en termes financiers qu'en termes de réputation.

Voici quelques conseils aux entreprises pour mettre en place leurs processus RSE :

- définir la stratégie RSE de votre entreprise au regard des grands enjeux identifiés lors du diagnostic ;
- identifier les principales parties prenantes, leurs besoins et attentes ;
- questionner les valeurs et la vision ;
- définir les objectifs RSE stratégiques ;
- construire le plan d'actions RSE à court et moyen termes en fonction des objectifs ;
- préciser les actions RSE à mener à court et moyen terme : les moyens techniques et humains à mobiliser seront formalisés et les interlocuteurs / porteurs de projets identifiés ;
- définir l'organisation à mettre en œuvre : déploiement,

communication ;

- définition des premiers indicateurs RSE.

L'engagement RSE lié au label Engagé RSE de l'AFNOR suppose transparence et comportement éthique, ainsi que redevabilité et reconnaissance des intérêts des parties prenantes.

Exploiter les scores RSE EcoVadis

EcoVadis est le premier fournisseur mondial de notation de développement durable des entreprises et couvre les 4 piliers de la RSE : Environnement, Travail & Droits de l'homme, Ethique et Achats durables. Il propose plusieurs scores RSE.

Rating Ecovadis

Le « Rating EcoVadis » est le résultat émanant de l'analyse des réponses du tiers au questionnaire EcoVadis. La notation EcoVadis mesure la qualité du système de gestion de la durabilité d'une entreprise à travers ses politiques, ses actions et ses résultats. Elle couvre un large éventail de sujets permettant de comprendre la performance extra-financière de l'entreprise, notamment les impacts sur l'environnement, le travail et les Droits de l'homme, l'éthique et les achats durables. Chaque entreprise est évaluée sur les questions importantes liées à sa taille, sa localisation et son secteur d'activité. Le Rating Ecovadis est un score sur 100 retranscrit dans la solution indueD avec une jauge de 5 couleurs.

IQ EcoVadis

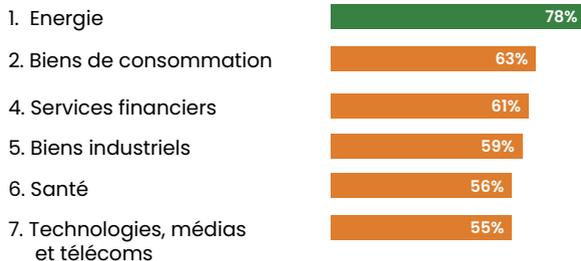
Le « IQ EcoVadis » est un profil de risque basé sur la méthodologie EcoVadis et la performance observée des entreprises de la même catégorie et des mêmes pays.

Identifier les synergies entre croissance et RSE avec le « Social Advisor Index »

Déployer une politique RSE constitue aussi une opportunité pour les organisations de s'intéresser à tout l'écosystème dans lequel elles évoluent et aux conséquences de leurs activités sur l'environnement. Elles identifient ainsi leurs principaux impacts (émissions de gaz à effet de serre, consommation de ressources, production de déchets, pollution...), définissent et mettent en œuvre un plan d'action pour les réduire et mesurent les résultats. Il existe aujourd'hui des solutions permettant d'optimiser et d'identifier la croissance des entreprises en lien avec leur investissement RSE, le Social Advisor Index (SAI) créé par le cabinet Mozart en est une.

Cet index est basé sur les publications des entreprises. Il identifie les ODD (Objectifs de Développement Durable) concernés. Les entreprises sont ensuite classées à partir de leur résultat sur le SAI. L'index SAI permet également de dégager des tendances sectorielles quant au niveau de satisfaction des ODD.

Moyennes de score SAI par secteur 2021



Source : Cabinet Mozart « Social Advisor Index »



Conclusion

La RSE n'est pas seulement un phénomène de mode, elle découle de l'importance croissante accordée par la société aux thématiques de l'éthique et de l'environnement. Tous les pays ne sont bien entendu pas égaux face à la RSE et la France fait office d'exemple aussi bien au niveau mondial qu'européen. Elle a cependant de grands progrès à faire en termes de préservation de l'environnement, de droits humains, d'éthique ou d'achats responsables.

Relevant au début d'une démarche volontaire, la RSE devient petit à petit incontournable et est dès 2023 régie par des directives européennes qui, au-delà de la contrainte réglementaire, représentent une opportunité pour les entreprises de toute taille et de tout secteur. L'avantage concurrentiel des entreprises axées RSE est d'ores et déjà considérable dans un monde où les valeurs immatérielles et extra-financières prennent de plus en plus d'importance.

Maîtriser son impact environnemental, exclure les discriminations, offrir les meilleures conditions de travail, lutter contre la corruption, aider au bon développement de la société sont désormais des objectifs qui doivent faire partie intégrante de ceux des entreprises et organisations.

La France favorise et facilite ces initiatives afin que chaque entité mette en place sereinement les outils nécessaires à son développement responsable. Altares-D&B, entreprise engagée dans sa responsabilité envers la société et la planète, accompagne – avec ses partenaires – toutes les structures qui ont besoin d'indicateurs, d'outils et de conseils pour assurer leur éthique à tous les égards.

Smart insights to shape your future

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 Avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl